

N° 93/CA du Répertoire

N° 2012-11/CA_I du Greffe

Arrêt du 25 juillet 2013

AFFAIRE : Etablissement A3K &
Compagnie-SGM représenté par son
administrateur général Tony ADJOVI

C/

Etat béninois représenté par l'AJT

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 1^{er} février 2012, enregistrée au greffe de la Cour le 1^{er} février 2012 sous le n°129/GCS, par laquelle, l'Etablissement A3K & Compagnie-SGB représenté par son administrateur général, monsieur Tony ADJOVI, a saisi la Cour d'un recours de plein contentieux ;

Vu la loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007, portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Ouï le Conseiller Victor D. ADOSSOU en son rapport ;

Oui l'Avocat Général Raoul H. OUENDO en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

EN LA FORME

Considérant que par correspondance n°0426/GCS du 10 février 2012, il a été demandé au requérant d'apposer les timbres fiscaux sur les feuillets de sa requête et de produire quatre copies de son recours ainsi que les pièces y annexées ;

Que par correspondance n°0247/GCS du 10 février 2012, le requérant a été invité à payer la consignation au greffe de la Cour conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Que par lettre n°0372/GCS du 17 février 2012, il a été également invité à produire son mémoire ampliatif en cinq (05) exemplaires ;

Que par lettre 113/12/DY/AD en date à Cotonou du 07 mars 2012, maître Cyrille DJIKUI, Avocat à la Cour, s'est constitué pour le requérant et a sollicité la prorogation de délai en vue de produire son mémoire ampliatif ;

Que par correspondance n°0661/GCS du 19 mars 2012, le requérant, en la personne de son conseil, a été mis en demeure d'avoir à produire son mémoire ampliatif en cinq (05) exemplaires sous quinzaine ;

Mais considérant que par lettre 213/12/DY/AD en date à Cotonou du 10 avril 2012, reçue à la Chambre administrative de la Cour le 13 avril 2012, maître Cyrille DJIKUI, Conseil du requérant, a notifié à la haute juridiction que son client se désiste de l'instance ;

Considérant qu'il y a lieu de clore la procédure en donnant acte de ce désistement au requérant.

PAR CES MOTIFS,

DECIDE :

Article 1^{er} : Il est donné acte au requérant de son désistement d'instance.

Article 2 : Les dépens sont mis à la charge du requérant.

Article 3 : Le présent arrêt sera notifié aux parties et au Procureur Général près la Cour suprême.



Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (Chambre Administrative) composée de :

Grégoire ALAYE, Président de la Chambre Administrative,

PRESIDENT ;

Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI

ET

Victor D. ADOSSOU

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi vingt-cinq juillet deux mille treize, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Raoul Hector OUENDO, Procureur Général,

MINISTERE PUBLIC ;

Hortense LOGOSSOU-MAHMA,

Greffier ;

Et ont signé

Le Président,

Le Rapporteur,


Grégoire ALAYE


Victor D. ADOSSOU

Le Greffier,


Hortense LOGOSSOU-MAHMA

